

Compte rendu du déjeuner autour de Jocelyne Le Roux, Membre du Comité Economique et Social Européen (CESE)

Groupe III « Diversité Europe »

Le 26 novembre, le Cercle Europe et Economie Sociale a eu le plaisir d'accueillir Jocelyne Le Roux, membre du Comité Economique et Social Européen (CESE), groupe III « diversité Europe ». Ce nouveau rendez-vous a été l'occasion de mieux connaître le CESE et d'évoquer les opportunités pour une meilleure interaction avec les acteurs de l'ESS et plus globalement d'animer une réflexion sur comment organiser la défense de l'entreprise sociale et solidaire au niveau européen.

Description du CESE, de son organisation et de ses activités

Jocelyne Le Roux a décrit de l'intérieur le fonctionnement du Comité Economique et Social Européen, ses trois groupes (« employeurs » ; « travailleurs » ; « diversité Europe ») et la découverte d'une institution européenne.

Le troisième groupe dont elle est issue est de nature très diverse, rassemblant des membres d'associations d'agriculteurs, de petites entreprises, du secteur de l'artisanat, de professions libérales ou encore des membres de l'économie sociale. Malgré cette diversité, les avis et les positions font souvent l'objet d'un réel consensus avant les plénières du CESE. Cette diversité est source de richesse.

La France compte 24 membres au CESE (tout comme l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni). Les membres Français du groupe II et III essayent de se rencontrer régulièrement et collaborent bien. Jocelyne Leroux a lancé un appel pour davantage de coopération entre les acteurs Français.

L'ESS au CESE

Depuis plusieurs années, notamment sous l'impulsion du Président français du CESE entre 2013 et 2015 Henri Malosse, les questions liées à l'Economie Sociale et Solidaire ont été mieux intégrées dans les travaux du CESE, à travers des avis sur l'entrepreneuriat social par exemple ou la mesure de l'incidence sociale. Un groupe de travail permanent dédié à l'ESS a notamment été créé depuis 2015, et est actuellement dirigé par Alain Coheur.

Malheureusement, une catégorie « associations » s'est créée en parallèle, arguant du manque de discussion sur les questions liées aux droits de l'homme et d'une focalisation trop importante sur les entreprises de la catégorie ESS. Au lieu de trois réunions annuelles, il n'y en a donc plus que 2.

Enfin une Journée européenne des entreprises de l'économie sociales existe, mise en place depuis 2014 avec trois éditions qui se sont déjà déroulées.

Jocelyne Le Roux est membre de deux commissions : ECON et INT.

- La Commission INT (Marché unique, production et consommation), présidée par Ariane Robert, suédoise membre du groupe III, qui a grandement intégré la dimension économie sociale dans les travaux de la Commission.
- La Commission ECON (Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale), présidée par Stefano Palmieri, italien et membre du groupe II, se prête normalement moins aux sujets liés à l'ESS.

L'enjeu pour les acteurs de l'ESS est d'intégrer par des amendements, ses spécificités afin de diffuser des messages concrets sur les impacts de certains textes sur les entreprises de l'ESS et son écosystème. Jocelyne Leroux a invité les membres du CEES à transmettre des propositions d'amendements sur les textes pertinents afin de porter la voix de l'ESS.

Enfin Alain Coheur, membre du groupe III va rédiger un rapport d'initiative sur la lucrativité limitée. Les membres ont tous convergé dans leur position pour souligner que le modèle des acteurs de l'ESS est challengé, et qu'il faut le défendre aussi dans le domaine fiscal et économique et ne pas l'isoler, ni le banaliser.

Au fil des réunions, Jocelyne Leroux a noté un regain d'intérêt de certains pays pour l'ESS, notamment en Roumanie, en Bulgarie, en Estonie, en Finlande... C'est une dynamique intéressante.

Le CESE organise un Séminaire le 6 et 7 décembre prochain sur les outils pour une meilleure communication envers les citoyens, notamment dans la perspective des élections européennes et pour davantage faire connaître le CESE. C'est tout l'enjeu de la communication sur l'Europe qui a été longuement débattu lors du déjeuner.

Les Français au CESE

Jocelyne Le Roux s'est étonnée du manque de coordination entre les différents membres Français, malgré un mieux depuis 2 ans. Thierry Libaert, qui représente la Fondation Nicolas Hulot, multiplie les actions pour fédérer le groupe français au CESE et organise des réunions thématiques, consolide les liens avec la Représentation Permanente de la France auprès de l'UE et tente de diffuser les travaux du Conseil Economique et Social au sein du CESE.

Dialogue avec les membres

Plusieurs questions sur l'importance du CESE et l'organisation de l'influence française à Bruxelles ont été posées. Très peu de liens existent en effet entre les membres français du CESE et les députés européens français par exemple, au contraire de ce qui se fait chez les Allemands, les Polonais ou encore les Italiens. Les liens ne sont pas très forts non plus avec la Commission européenne.

L'année 2019 a aussi été identifiée par les membres du Cercle comme une année importante pour l'Economie Sociale, notamment avec la présidence finlandaise, sensibilisée sur ce dossier, ou encore la présidence française du Groupe de Luxembourg qui débute en janvier. Les élections européennes enfin sont un moyen important pour faire diffuser auprès des candidats les idées de l'ESS.

Le manque de connaissance de l'Union européenne à l'approche des élections de mai 2019 a suscité des débats au sein du CEES. Madame Le Roux a elle appuyé sur l'importance par exemple de faire diffuser les avis du CESE au sein des organisations des membres du CEES. Du côté du CESE, les membres Français souhaitent diffuser une tribune sur leurs actions pour faire connaître le Comité.

Conclusion

Le constat final s'est porté sur un véritable manque de connaissance en France de ce qui se passe à Bruxelles. Aussi, la diffusion du modèle de l'ESS au niveau européen face à la diversité de ses organisations et à une relative désunion et à un manque de puissance face à d'autres acteurs pose problème. Pour plusieurs membres du CEES, il faudrait un véritable « Monsieur ESS » à la Commission européenne....